

Une présidence, pour le citoyen!

Henri Wehenkel

La présidence! Depuis 2-3 ans, on ne cesse d'en parler. Terme toujours utilisé en français pour lui garder son caractère privilégié. Dans un mois nous aurons la présidence, nous accédons à la présidence. Comme si ce n'était pas la présidence qui descend près de nous, qui s'installe pour six mois dans nos murs et campe sous nos fenêtres.

Accueillons donc les grands de ce monde, les maîtres de l'Europe, comme il se doit. Que les responsables de l'Europe, les décideurs viennent chez nous et nous parlerons avec eux. Après les conférences, sur une terrasse de café, devant un arrêt de bus, sur une tribune improvisée dans la zone piétonne. Parlons de tout, mais parlons vrai, parlons des problèmes qui se posent pour l'Europe et pour les gens.

Pas d'illusions. Ce n'est pas parce que Juncker, Boden, Krecké ou Asselborn présideront les conseils des ministres que quelque chose changera de ce fait. Leurs pouvoirs ne sont pas dictatoriaux et leurs astuces manœuvrières ne sont pas imparables. Ils feront ce qu'on leur dira de faire et leur force provient de leur capacité à s'adapter. Ce qui changera c'est qu'ils ne pourront plus dire ceci à Luxembourg et cela en Europe, puisque l'Europe sera à Luxembourg. Le double langage leur sera pour une fois interdit.

Nous ne demandons donc pas aux présidents pour six mois de chambouler l'ordre du jour des séances, en insérant ceci et en biffant cela. Tous les sujets inscrits au programme de la présidence européenne valent qu'on s'y arrête et qu'on en fasse le tour, mais qu'on discute pour de bon et que les vraies questions soient posées. Que l'Europe cesse d'être ce cercle clos, d'avoir cette épaisseur impénétrable, que cesse cette

atmosphère de conspirations florentines. L'Europe a besoin d'air frais, de proximité citoyenne. C'est peut-être cela que le Luxembourg pourrait lui apporter.

Un seul exemple. Allez sur le site de RTL et écoutez l'enregistrement du débat préélectoral sur l'Europe. Quand

**Qu'on prenne bien garde
pourtant, l'Europe
est en crise, une crise de
légitimité, une crise qui risque
d'ébranler les fondements, de
fissurer l'ensemble de la
construction.**

Serge Urbany lance le mot Bolkestein dans le débat, tous font semblant de tomber des nues. Juncker lui répond que cette paperasse ne sera jamais appliquée, Polfer lui reproche de faire peur aux braves gens, Turmes rassure au nom du Parlement européen et Monique Kater lui coupe la parole en affirmant que la question est hors sujet.

Et pourtant tous savaient. La Commission européenne avait rendue publique la directive dès le 13 janvier, le Conseil des Ministres européens avait donné son accord le 25 mars à Bruxelles et le Comité des Représentants Permanents en débattait depuis le 28 février. Et personne n'en avait parlé. Pas un mot

lors du débat des éléphants à l'ancienne Foire, ni Grethen ni Asselborn ni Juncker. Il y avait tout juste deux articles publiés en mai, l'un par R.M. Jennar dans *forum*, l'autre par Nico Clement dans "OGB-L-aktuell". Des articles que personne n'avait repris dans aucun quotidien, ni dans aucun des cinq partis représentés par une fraction parlementaire.

Et il ne s'agit pas d'une mince affaire. La directive concerne tous les services, les crèches, les cliniques, les services de gardiennage, de réparation, de sécurité, de main d'œuvre, les cantines, les cabinets d'avocats, les pharmacies, 70% de la population et abolit au nom du principe du pays d'origine toutes les normes de qualité, de santé, de respect de l'environnement, de salaires, de sécurité alimentaire, de sécurité du travail et rend impossible les contrôles. Et tout cela se ferait en un tour de main, dans l'ignorance complète des personnes concernées.

C'est ainsi que fonctionne la démocratie européenne. Une méthode de gouvernement par le non-savoir, par l'obstruction à l'information, par le fait accompli permanent. Il n'est pas certain que ce déficit démocratique tienne seulement à l'Europe. On peut uniquement dire que l'Europe se prête à une entreprise d'occultation. La présidence luxembourgeoise aurait bien mérité de l'Europe, si elle appliquait pendant six mois les règles élémentaires de la démocratie. Informer sur ce qui se prépare, expliquer ce qui doit être décidé, ren-

dre compte, répondre aux questions, s'exposer à la critique, faire de l'Europe une maison de verre, cesser de tricher, ouvrir les dossiers.

Qu'on prenne bien garde pourtant, l'Europe est en crise, une crise de légitimité, une crise qui risque d'ébranler les fondements, de fissurer l'ensemble de la construction. Depuis une dizaine d'années, une grande lassitude s'est emparée des peuples européens, lassitude qui s'exprime à l'occasion de référendums aux résultats hasardeux, de la montée de l'abstention, de l'indifférence et de la résignation, des sursauts identitaires, des peurs collectives, spontanées ou fabriquées, à propos de n'importe qui et de n'importe quoi.

L'année dernière toute l'Europe était dans la rue pour empêcher la guerre et rien ne s'est passé. On ne déçoit pas le peuple indéfiniment. Les peuples attendent de l'Europe qu'elle réponde à leurs attentes, prenne des initiatives et fasse œuvre de paix, qu'elle fasse avancer la paix dans le monde. Et tout autant les peuples d'Europe veulent sauvegarder ce qui reste du modèle social. Ils attendent de l'Europe qu'elle impose un cadre à la concurrence et des règles afin que l'inégalité et l'exclusion diminuent.



EU-Ratspräsidentschaft im Überblick

Für jeweils ein halbes Jahr übernimmt ein EU-Mitgliedsland die Präsidentschaft im Rat. Dem Vorsitzland kommen dabei drei Hauptaufgaben zu:

- Organisation und Durchführung sämtlicher Ratstreffen
- Vertretung des Rates im Zusammenwirken mit anderen EU-Organen
- Vertretung der EU gegenüber Drittstaaten und internationalen Organisationen

Die zuständigen Fachminister übernehmen jeweils die Vorsitzführung in den einzelnen Ratsformationen: 1. Allgemeine Angelegenheiten und Außenbeziehungen (GAERC), 2. Wirtschaft und Finanzen (ECOFIN), 3. Justiz und Inneres (JAI), 4. Beschäftigung, Sozialpolitik, Gesundheit und Verbraucherschutz, 5. Wettbewerbsfähigkeit (Binnenmarkt, Industrie und Forschung), 6. Verkehr, Telekommunikation und Energie, 7. Landwirtschaft und Fischerei, 8. Umwelt, 9. Bildung, Jugend und Kultur.

Zu Beginn jeder Ratspräsidentschaft stellt das neue Vorsitzland im EU-Parlament sein Arbeitsprogramm vor und erörtert mit den Parlamentariern die politischen Themenschwerpunkte. Am Ende der sechsmonatigen Amtszeit erstattet der scheidende Ratspräsident dem EU-Parlament einen Abschlussbericht, in dem Bilanz über die vergangenen sechs Monate gezogen wird.

Das Rotationsprinzip

Jeder EU-Mitgliedsstaat übernimmt nach dem Rotationsprinzip für sechs Monate die Präsidentschaft der Europäischen Union. Die Reihenfolge wird von ihnen einstimmig beschlossen. Früher bestimmte das Alphabet die Abfolge. Nun gilt das Prinzip, demzufolge die EU-Präsidentschaft nicht nacheinander von drei kleineren Staaten übernommen werden soll. Um die Interessen aller EU-Mitglieder möglichst gerecht zu berücksichtigen, muss auch ein bevölkerungsstarkes Land vertreten sein. Außerdem wird auf die besondere Belastung einer Regierung aufgrund von nationalen Wahlen Rücksicht genommen.

EU-Präsidentschaft 1998-2006

1998: 1. Halbjahr: *Vereinigtes Königreich*, 2. Halbjahr: *Österreich*

1999: 1. Halbjahr: *Deutschland*, 2. Halbjahr: *Finnland*

2000: 1. Halbjahr: *Portugal*, 2. Halbjahr: *Frankreich*

2001: 1. Halbjahr: *Schweden*, 2. Halbjahr: *Belgien*

2002: 1. Halbjahr: *Spanien*, 2. Halbjahr: *Dänemark*

2003: 1. Halbjahr: *Griechenland*, 2. Halbjahr: *Italien*

2004: 1. Halbjahr: *Irland*, 2. Halbjahr: *Niederlande*

2005: 1. Halbjahr: *Luxemburg*, 2. Halbjahr: *Vereinigtes Königreich*

2006: 1. Halbjahr: *Österreich*, 2. Halbjahr: *Finnland*

Luxemburgs Vorgänger

1. Halbjahr 2004: *Die irische Präsidentschaft*

Am 1. Januar 2004 übernahm die Republik Irland die Präsidentschaft von Italien.

Die Themenschwerpunkte der irischen Präsidentschaft

- Durchführung der Erweiterung am 1. Mai 2004
- Weiterentwicklung der Lissabonner Strategie
- Ausbau des Raums der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts
- Stärkung der Rolle Europas in der Weltpolitik
- Mögliche Entscheidung über eine europäische Verfassung

Website der irischen Präsidentschaft: www.eu2004.ie

2. Halbjahr 2004: *Die niederländische Präsidentschaft*

Am 1. Juli 2004 übernahmen die Niederlande die Vorsitzführung. In einem Einjahresprogramm haben Irland und die Niederlande schon im Vorjahr ihre Schwerpunkte für das Jahr 2004 vorgestellt. In die Ratspräsidentschaft der Niederlande fielen das Zusammentreten des neu gewählten Europäischen Parlaments und Nominierung des Präsidenten der Kommission durch eben dieses und der Amtsantritt der neuen EU-Kommission.

Website der niederländischen Präsidentschaft: www.eu2004.nl